

1er mai 2023 : Vive la solidarité internationale!

05.05.2023

Categories: Apartheid et colonialisme, Droit international, Syndicats

Ce 1^{er} mai, nous prenons aussi la rue pour manifester notre solidarité internationale. En Palestine, tout augmente aussi : le nombre de Palestinien-ne-s tué-e-s depuis le début de l'année, le nombre de prisonniers, le nombre d'expropriations et la violence des colons encouragée par le nouveau gouvernement israélien raciste, sexiste, homophobe et corrompu. Nous aimerions transmettre aujourd'hui [l'appel de 16 syndicats palestiniens](#), de paysan.ne.s, des postes et télécommunications, d'enseignant.e.s, d'ingénieurs, de vétérinaires, de dentistes, du barreau et du personnel médical qui nous demandent notre aide.

La destruction systématique de l'économie palestinienne par Israël, les lois discriminatoires et racistes ainsi que les restrictions à la liberté de circulation et d'association ont un impact significatif sur les droits et les conditions de travail des travailleuses et travailleurs palestiniens.

Les principales organisations [palestiniennes](#), [israéliennes](#) et [internationales](#) de défense des droits humains, ainsi que [des expert-e-s des Nations Unies](#), sont d'accord pour déclarer qu'**Israël commet le crime d'apartheid, qualifié par le droit international comme un crime contre l'humanité.**

[Les organisations syndicales palestiniennes](#) **demandent à tous les syndicats, fédérations syndicales et syndicats professionnels du monde de contribuer au mouvement anti-apartheid initié par les Palestiniens et Palestiniennes**, en agissant concrètement pour soutenir les droits des travailleurs et travailleuses palestinien-ne-s et du peuple palestinien pour faire cesser le système d'occupation, de colonisation et d'apartheid :

- En excluant des marchés publics les entreprises et les banques israéliennes et internationales qui sont complices de l'apartheid et de l'occupation militaire israélienne, y compris des colonies illégales comme AXA et HP
- En désengageant les fonds de pension des obligations émises par l'État d'Israël et de toutes les entreprises et banques israéliennes et internationales qui sont complices de l'occupation et de l'apartheid israélien
- En faisant pression sur les Conseils municipaux pour qu'ils mettent fin à toute relation de complicité avec l'apartheid israélien, notamment en excluant de leurs marchés publics toutes les entreprises impliquées dans de graves violations des droits humains dans le monde, y compris les colonies illégales et le système d'apartheid israélien à l'encontre du peuple palestinien.

Certaines villes ont déjà voté ! Barcelone, [Liège](#) et [Oslo](#) ont récemment suspendu leurs relations avec Israël, tant que cet Etat continue à violer le droit international. A quand Genève ?

Les syndicats palestiniens nous demandent de faire pression sur notre gouvernement pour qu'il :

1. Soutienne les efforts des Nations unies pour enquêter sur l'apartheid israélien et **reconstituer le Comité spécial des Nations unies contre l'apartheid** et le Centre des Nations unies contre l'apartheid ; **La Suisse qui est membre des Nations Unies et signataire de la 4^e convention de Genève doit soutenir ces efforts.**
2. Pour que notre gouvernement enquête et poursuive les personnes et les entreprises responsables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité dans le cadre du régime israélien d'occupation illégale et d'apartheid.
3. Pour que les autorités suisses interdisent le commerce d'armes et la coopération militaro-sécuritaire avec Israël ; brise les liens étroits existants avec l'armée et l'industrie militaires sécuritaire israélienne. **La Suisse doit rompre ses liens avec l'armée et les compagnies militaires et sécuritaires israéliennes. La Suisse doit également renoncer à l'utilisation du logiciel espion israélien qu'il a en sa possession, probablement « Pegasus », qui représente un danger réel pour la liberté d'expression des défenseurs des droits humains et pour toute la société civile.**
4. Pour que notre gouvernement suspende les accords de libre-échange avec Israël ; **pour la Suisse cela signifie de rompre ses accords bilatéraux avec Israël.**
5. Et que le gouvernement suisse interdise le commerce avec les colonies israéliennes illégales et mette fin aux activités des entreprises avec les colonies israéliennes illégales.

Comme dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, le mouvement syndical a un rôle à jouer dans le démantèlement du système d'apartheid israélien et dans le mouvement pour l'égalité, la justice et la liberté en Palestine. Vive la solidarité internationale.